

DOLE

Deux mois de sursis pour le prof agité de la manif antipass

Véhément à l'encontre des policiers au cours d'une manifestation le 25 septembre dernier, cet enseignant dolois au visage dissimulé avait provoqué des difficultés lors de son interpellation. Le tribunal l'a condamné à une peine de prison avec sursis pour « rébellion ».

Un homme au visage totalement dissimulé par un keffieh, des lunettes noires et une casquette, tenant des propos qualifiés de « conspirationnistes » par un participant de la manifestation antipass du 25 septembre dernier. À Dole, ce genre de rassemblement se fait traditionnellement dans le calme. Mais ce quasi-trentenaire, enseignant dans un collège de la ville, a adopté d'autres moyens de « communication ».

Après avoir « vociféré des propos hostiles à l'encontre de la police » (selon un témoignage versé au dossier), l'individu a fait de « gros doigts d'honneur » (pour reprendre le mot de la présidente du tribunal, qui consulte les clichés pris sur le vif) en direction des forces de l'ordre. L'interpellation qui a suivi a été chaotique : l'homme a pris la fuite puis, rattrapé, a refusé de déclarer son identité, opposé de la résistance. Les deux policiers qui l'ont maîtrisé se sont constitués partie civile, réclament un euro chacun à titre de dommage et intérêts.

« Me protéger du virus »

À la barre, l'enseignant, sans avocat, se défend comme il peut. Le visage masqué ? « C'était pour me protéger du virus. Lors d'un précédent rassemblement, je portais un masque chirurgical, mais des manifestants me l'avaient reproché, je m'étais senti mal à l'aise. Du coup, j'ai opté pour le foulard. On ne me reconnaît pas du tout, en effet. Mais je ne voulais pas être menaçant. » Les doigts d'honneur ? « J'étais agacé d'être photographié. » La fuite, l'interpellation mouvementée ? « Sur le moment, je n'ai pas vraiment compris ce qui se passait, j'étais au téléphone. J'ai sans doute mal réagi pendant une



L'enseignant avait le visage dissimulé lors de la manifestation, ce qui est interdit, lorsqu'il a fait des doigts d'honneur aux policiers. Photo DR

seconde, mais je ne me suis pas vraiment débattu. Je n'ai pas voulu provoquer un trouble à l'ordre public, ni exprimer une violence, que ça dégénère... »

« Je ne parle pas politique en classe »

Perplexe, la juge passe à la personnalité du prévenu, rappelle une récente condamnation pour consommation de stupéfiants. « Deux mentions au casier pour un professeur censé donner l'exemple à la jeunesse, ne voyez-vous pas là une contradiction ? » « Je ne parle jamais politique en clas-

« Lors d'un précédent rassemblement, je portais un masque chirurgical, mais des manifestants me l'avaient reproché, je m'étais senti mal à l'aise. Du coup, j'ai opté pour le foulard. »

L'enseignant condamné

se, j'adhère aux valeurs de la République », répond le justiciable, qui se dit volontaire « pour faire de la prévention, des actions de sensibilisation auprès des jeunes » en collabo-

ration avec les policiers, admet « avoir été un peu provocateur, comme ça arrive parfois en manif », et présente ses excuses « aux personnes que j'ai offensées. »

Comment le rectorat réagit aux sanctions pénales

Avant l'embauche de tout enseignant, titulaire ou contractuel, l'institution scolaire interroge systématiquement le fichier national du casier judiciaire, nous a fait savoir le rectorat. Et lorsqu'un professeur, déjà recruté par l'institution, écope d'une condamnation ? « Le parquet nous en avise, explique notre interlocuteur. Le dossier est analysé, et en fonction de la nature et de la qualification pénale, des suites internes sont données, des mesures peuvent être prises à l'encontre du professeur. » Ces mesures ne sont pas systématiques : « Prenons l'exemple d'une condamnation pour ébriété : le délit n'influe pas sur la pratique professionnelle de l'enseignant. En revanche, pour une affaire de mœurs, la question d'une sanction se pose bien davantage... » Ces sanctions, réparties en quatre groupes, peuvent aller de l'avertissement à la révocation.

« Je ne suis pas sûr de votre aptitude à enseigner »

L'homme n'a objectivement rien d'un dangereux émeutier, mais son plaidoyer s'avère sans effet sur le ministère public. « Je suis inquiet, s'émeut le procureur. Nous avons là un monsieur qui se drogue, qui adopte ce comportement à l'égard des forces de l'ordre... et cette personne, nous la retrouvons dans une salle de classe, avec des adolescents ! Si mes enfants étaient vos élèves, vous entendriez parler de moi ! Je ne suis pas sûr de votre aptitude à enseigner. Quant à ce foulard, à qui voulez-vous faire croire que vous cherchez à vous protéger du virus ? Je vois cet accoutrement sur les sites antifas ! » Et de demander deux mois prison avec sursis, 500 euros d'amende. Un réquisitoire suivi par le tribunal.

Matthieu LAMBERT

(((ALERTE INFO)))

Vous êtes témoin d'un événement, vous avez une info ?



contactez le

0800 202 648

Service & appel gratuits

ou par mail à filrouge21@lebienpublic.fr